

# 2016/5/4: L'intégration dans l'OTAN et la solidarité avec les partenaires

## L'intégration dans l'OTAN et la solidarité avec les partenaires : le cas de l'Allemagne

Aylin Matlé/Johannes Varwick

L'OTAN a rapidement changé au cours des derniers mois. Tandis que l'OTAN n'avait pas attaché beaucoup d'importance à la défense mutuelle de ses membres pendant les deux décennies après la fin du conflit est-ouest, la question d'une défense collective s'est avancée plus fortement dans la conscience des Alliés depuis le début de la crise ukrainienne en 2014 et les nombreuses démonstrations du pouvoir militaire russe qui suivirent dans les pays baltes et dans la mer baltique. Les alliés de l'Europe de l'est, surtout les pays baltes et la Pologne, revendiquent déjà depuis leur adhésion à l'OTAN en 1999 et 2004 une focalisation plus forte sur la défense mutuelle parmi les membres de l'OTAN. En ce qui concerne l'Allemagne, une série de sondages montre que cette réorientation n'a pas pu, jusqu'à maintenant, réunir une majorité dans la conséquence de la population. En outre, dans une étude publiée en juin 2015 par le centre de recherche américain « Pew », étude sur l'attitude officielle de huit états membres de l'OTAN vis-à-vis de l'importance de la solidarité dans l'alliance atlantique, l'Allemagne joue un rôle particulier. 58% des personnes interrogées – donc 10% de plus que la moyenne - ont avoué ne pas soutenir militairement un autre état membre de l'OTAN en cas d'agression russe. Déjà depuis le début et plus tard au cours de la crise ukrainienne, la majorité de la population allemande s'est prononcée avec scepticisme vis-à-vis d'un rôle militaire intensifié de l'OTAN sur le territoire de ses membres orientaux. Selon une étude faite en avril 2014, presque la moitié des personnes interrogées (49%) a exigé que l'Allemagne assume une position médiatrice entre Moscou et l'Occident. De plus, la majorité de l'élite politique n'arrive pas à déclarer clairement au public que et dans quelle mesure un changement des frontières par la Russie en Europe menacerait la stabilité sur le continent en général et l'intégrité territoriale des membres orientaux de l'OTAN en particulier. Dans ce contexte, la question se pose de savoir comment l'Allemagne peut satisfaire aux attentes accrues concernant son rôle dans la politique de sécurité si le public refuse d'assumer plus de responsabilité (militaire). Le but de cet article est d'analyser les effets qu'un engagement (public) limité pour la solidarité mutuelle entre les membres de l'OTAN peut avoir sur une intégration en progression au niveau de la politique de sécurité. Sur base de l'exemple en Allemagne, d'un côté, et des alliés occidentaux – surtout la Pologne – de l'autre côté, on argumente qu'un tel esprit pourrait avoir des répercussions négatives sur les coopérations militaires. L'auteur ne veut cependant pas dissimuler le fait qu'il y a aussi des exemples de « pooling and sharing » (mutualisation et partage de ressources) qui, indépendamment de l'opinion publique, ont du succès. De même, il ne veut pas cacher le fait que, à côté de l'opinion publique, il y a aussi beaucoup d'autres paramètres qui influencent des projets de politique de défense. Pour cette raison, on ne devrait pas surestimer l'attitude publique en Allemagne vis-à-vis de la solidarité dans l'OTAN parce qu'on ne peut pas mettre l'opinion publique – qui se reflète seulement en partie dans les sondages – au même plan que les points de vue du gouvernement fédéral. Au cours de la revitalisation de la défense collective, l'Allemagne s'est maintes fois clairement prononcée en faveur des obligations au niveau de l'OTAN. Ainsi, Berlin poursuit une politique vis-à-vis de l'OTAN qui est en ligne avec celle des 25 années précédentes : l'engagement pour et l'accentuation de la défense collective. De plus, les gouvernements agissent en cas de crise souvent contre l'opinion publique si les intérêts de la politique de sécurité d'un pays l'exigent. Néanmoins, convaincre la propre population de la valeur centrale d'une solidarité parmi les membres de l'OTAN, y compris ses conditions politiques et militaires, reste une nécessité politique. C'est aussi la seule possibilité pour l'OTAN de créer un effet dissuasif crédible vers l'extérieur et ainsi d'éviter une renationalisation de la politique de sécurité et de défense vers l'intérieur. Si la politique de sécurité n'est pas basée, dans son principe, sur l'opinion majoritaire de la population, elle n'est ni crédible ni durable.

